



Nations Unies

Rapport de la Commission du désarmement pour 2013

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-huitième session
Supplément n° 42

Merci de recycler 



Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-huitième session
Supplément n° 42

Rapport de la Commission du désarmement pour 2013



Nations Unies • New York, 2013

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	1
II. Organisation et travaux de la session de fond de 2013	2
III. Documentation	4
A. Documents présentés par le Secrétaire général	4
B. Autres documents, y compris ceux présentés par les États Membres	4
IV. Conclusions et recommandations	4

I. Introduction

1. À sa soixante-septième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 67/71, intitulée « Rapport de la Commission du désarmement », dont le texte suit :

« *L'Assemblée générale,*

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement¹,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995, 51/47 B du 10 décembre 1996, 52/40 B du 9 décembre 1997, 53/79 A du 4 décembre 1998, 54/56 A du 1^{er} décembre 1999, 55/35 C du 20 novembre 2000, 56/26 A du 29 novembre 2001, 57/95 du 22 novembre 2002, 58/67 du 8 décembre 2003, 59/105 du 3 décembre 2004, 60/91 du 8 décembre 2005, 61/98 du 6 décembre 2006, 62/54 du 5 décembre 2007, 63/83 du 2 décembre 2008, 64/65 du 2 décembre 2009, 65/86 du 8 décembre 2010 et 66/60 du 2 décembre 2011,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du désarmement¹;
2. *Réaffirme* la validité de sa décision 52/492 du 8 septembre 1998 relative à la rationalisation des travaux de la Commission du désarmement;
3. *Rappelle* sa résolution 61/98 par laquelle elle a adopté des mesures supplémentaires pour améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Commission du désarmement;
4. *Réaffirme* le mandat de la Commission du désarmement, l'organe délibérant spécialisé du dispositif multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;
5. *Réaffirme également* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;
6. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire² et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 42 (A/67/42).

² Résolution S-10/2.

tenant compte du texte adopté quant aux “Moyens d’améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement”³;

7. *Recommande* que la Commission du désarmement poursuive son examen des points suivants à sa session de fond de 2013 :

a) Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires;

b) Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques;

8. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 2013 pendant trois semaines au plus, à savoir du 1^{er} au 19 avril, et de lui présenter un rapport de fond à sa soixante-huitième session;

9. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement⁴, ainsi que tous les documents officiels de sa soixante-septième session relatifs au désarmement, et de fournir également à la Commission toute l’aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

10. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission du désarmement et de ses organes subsidiaires tous les services requis d’interprétation et de traduction dans les langues officielles et d’allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les services, y compris l’établissement de procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

11. *Décide* d’inscrire à l’ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée “Examen de l’application des recommandations et décisions adoptées par l’Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire”, la question subsidiaire intitulée “Rapport de la Commission du désarmement”. »

II. Organisation et travaux de la session de fond de 2013

2. La Commission du désarmement a tenu sa session d’organisation pour 2013 à sa 329^e séance plénière, le 4 décembre 2012, au Siège de l’Organisation des Nations Unies (voir A/CN.10/PV.329). À cette séance, la Commission a examiné les points relatifs à l’organisation des travaux et les principales questions à inscrire à l’ordre du jour de sa session de fond de 2013, conformément au document intitulé « Moyens d’améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement » (A/CN.10/137) et à la lumière de la résolution 67/71 de l’Assemblée générale. Elle a également examiné la question de l’élection des membres de son bureau, en tenant compte du principe de la rotation de la présidence entre régions géographiques. La Commission a élu Christopher Grima, Représentant permanent de Malte auprès de l’Organisation des Nations Unies, Président de sa session de fond de 2013. Elle a examiné l’ordre du jour provisoire de la session de fond de 2013.

³ A/CN.10/137.

⁴ *Documents officiels de l’Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 27* (A/67/27).

3. À sa 330^e séance, le 1^{er} avril 2013, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire de sa session de fond, publié sous la cote A/CN.10/L.70, qui se lit comme suit :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.
4. Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires.
5. Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques.
6. Rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.
7. Questions diverses.

4. À la même séance, la Commission a pris note du calendrier des séances de sa session (A/CN.10/2013/CRP.1), prévoyant de consacrer quatre séances à un échange de vues général.

5. La Commission s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 1^{er} au 19 avril 2013. Au cours de sa session, elle a tenu six séances plénières (voir A/CN.10/PV.330 à 335). Le Service des affaires relatives au désarmement et à la paix du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a assuré les fonctions de secrétariat de la Commission et le Bureau des affaires de désarmement a assuré les services d'appui fonctionnel.

6. Pendant la session de 2013, le Bureau de la Commission était constitué comme suit :

Président :

Christopher Grima (Malte)

Vice-Présidents :

Les représentants des États Membres suivants : Autriche, Chypre, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Indonésie, Jamaïque et Lituanie

Rapporteuse :

Charlene Roopnarine (Trinité-et-Tobago)

7. Naif bin Bandar Al-Sudairy (Arabie saoudite) a continué d'assurer la présidence du Groupe de travail I concernant le point 4 de l'ordre du jour. À sa 330^e séance, la Commission a élu Knut Langeland (Norvège) à la présidence du Groupe de travail II, concernant le point 5 de l'ordre du jour.

8. À ses 330^e à 333^e séances, les 1^{er} et 3 avril, la Commission a procédé à un échange général de vues sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour (voir A/CN.10/PV.330 à 333). Les représentants des pays ci-après ont fait une déclaration au cours de cet échange : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bénin, Brésil, Chine, Cuba (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Indonésie (au nom du Mouvement des pays non alignés), Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande (au nom de l'Union européenne et des pays associés), Japon, Kazakhstan, Koweït, Liban (au nom du Groupe des États arabes),

Malaisie, Mexique, Népal, Nigéria (à titre individuel et au nom du Groupe des États d'Afrique), Norvège, Pakistan, Pérou, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Viet Nam.

9. À sa 330^e séance, la Commission a entendu une déclaration de la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, Angela Kane.

10. Conformément à la décision qu'elle avait prise à sa session de fond de 2012, la Commission a renvoyé au Groupe de travail I l'examen du point 4 de l'ordre du jour, intitulé « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires ». Le Groupe de travail I s'est réuni à 11 reprises entre le 3 et le 17 avril.

11. La Commission a renvoyé au Groupe de travail II l'examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». Le Groupe de travail II s'est réuni à 11 reprises entre le 3 et le 17 avril.

12. Conformément à la pratique en vigueur, certaines organisations non gouvernementales ont assisté aux séances plénières de la Commission.

III. Documentation

A. Documents présentés par le Secrétaire général

13. Conformément au paragraphe 9 de la résolution 67/71 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a transmis à la Commission le rapport annuel de la Conférence du désarmement, ainsi que tous les documents officiels de la soixante-septième session de l'Assemblée relatifs aux affaires de désarmement.

B. Autres documents, y compris ceux présentés par les États Membres

14. Au cours des travaux de la Commission, les éléments contenus dans le document de travail présenté par l'Égypte (A/CN.10/2013/WP.1), qui concernent des questions de fond, ont été examinés.

IV. Conclusions et recommandations

15. À sa 335^e séance plénière, le 19 avril, la Commission du désarmement a adopté par consensus les rapports de ses organes subsidiaires ainsi que les conclusions y figurant. Elle n'a formulé aucune recommandation et a décidé de soumettre à l'Assemblée générale le texte de ses rapports tel qu'il est reproduit ci-après.

16. À la même séance, la Commission a adopté par consensus son rapport, qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session. Elle a exprimé ses remerciements au Président et au secrétariat.

17. Le rapport du Groupe de travail I se lit comme suit :

Rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour

1. À sa 330^e séance, le 1^{er} avril 2013, la Commission du désarmement a adopté l'ordre du jour de sa session de fond de 2013 (A/CN.10/L.70) et renvoyé au Groupe de travail I l'examen du point 4 de l'ordre du jour, intitulé « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires ».
2. Le Groupe de travail, présidé par Naif bin Bandar Al-Sudairy (Arabie saoudite) a tenu 11 séances, du 3 au 17 avril 2013. Le Service des affaires relatives au désarmement et à la paix du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a assuré le secrétariat du Groupe de travail. Le Bureau des affaires de désarmement a joué un rôle de conseil auprès du Groupe.
3. Le point 4 de l'ordre du jour a fait l'objet de discussions approfondies mais non exhaustives.
4. À la 1^{re} séance, le 3 avril 2013, le Président a distribué une note libre datée du 17 avril 2012 qui a servi de base de discussions sur le point 4 tenues du 3 au 8 avril 2013.
5. À ses 4^e, 5^e et 8^e séances, les 8, 9 et 12 avril 2013, le Président a distribué des versions révisées de sa note libre.
6. À ses 4^e et 5^e séances, les délégations ont formulé diverses propositions et échangé des vues sur la version de la note libre du Président, intitulée « Recommandations », en date du 8 avril 2013.
7. À ses 6^e et 7^e séances, les 10 et 11 avril 2013, les délégations ont formulé diverses propositions et échangé des vues sur la version de la note libre du Président, intitulée « Recommandations », en date du 9 avril 2013.
8. À la 8^e séance, le 12 avril 2013, les délégations ont formulé diverses propositions et échangé des vues sur la version de la note du Président, intitulée « Principes généraux », en date du 12 avril.
9. À l'issue des débats au sein du Groupe de travail sur les notes libres, le Président a décidé de distribuer, à la présente session, en sachant que cela n'engageait que lui et ne préjugait pas des positions des délégations ni du droit qu'elles avaient de présenter d'autres propositions à la session de fond suivante de la Commission, des documents de travail intitulés « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires » (A/CN.10/2013/WG.I/WP.2) et « Principes généraux pour parvenir au désarmement et à la non-prolifération nucléaires » (A/CN.10/2013/WG.I/WP.3). Les documents de travail ne rendaient pas compte de positions négociées, ne faisaient pas l'objet d'un consensus et ne devraient donc pas constituer un précédent.
10. À la 9^e séance, le 15 avril 2013, les délégations ont formulé un certain nombre de propositions et échangé des vues sur les 10 premiers paragraphes du document A/CN.10/2013/WG.I/WP.2. À la 10^e séance, le 16 avril 2013, le

document A/CN.10/2013/WG.I/WP.3 a été présenté par le Président aux délégations. Aucun débat n'a pu se tenir sur ce document.

11. Les délégations ont souhaité avoir une synthèse des propositions formulées par les États Membres sur les documents de travail du Président. Tous les documents de travail, anciens, présents ou futurs, ainsi que la synthèse des propositions, devraient servir de point de départ pour les débats à venir.

12. Les documents suivants ont été présentés au Groupe de travail I :

a) Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/2013/WG.I/WP.1);

b) Document de travail présenté par le Président (A/CN.10/2013/WG.I/WP.2);

c) Document de travail présenté par le Président (A/CN.10/2013/WG.I/WP.3);

d) Synthèse des propositions formulées par les États Membres sur les documents de travail présentée par le Président (A/CN.10/2013/WG.I/CRP.2).

13. Le Groupe de travail a exprimé sa reconnaissance au Président et au secrétariat.

14. À sa 11^e séance, le 17 avril 2013, le Groupe de travail a examiné et adopté par consensus son rapport sur le point 4 de l'ordre du jour. Il a décidé également de tenir à la disposition de la Commission, à sa session de fond de 2014, les documents de travail et la synthèse des propositions énoncés au paragraphe 12 ci-dessus.

18. Le rapport du Groupe de travail II se lit comme suit :

Rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour

1. À sa 330^e séance, le 1^{er} avril 2013, la Commission du désarmement a adopté l'ordre du jour de sa session de fond de 2013 (A/CN.10/L.70) et décidé de renvoyer au Groupe de travail II l'examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». À la même séance, la Commission a élu Knut Langeland (Norvège) Président du Groupe de travail II.

2. Le Groupe de travail II a tenu 11 séances, du 3 au 17 avril 2013. Le Service des affaires relatives au désarmement et à la paix du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences lui a fait office de secrétariat et le Bureau des affaires de désarmement lui a servi de conseiller.

3. Le Groupe de travail était saisi d'un document de travail présenté par l'Irlande au nom de l'Union européenne (A/CN.10/2013/WG.II/WP.1).

4. À sa 1^{re} séance, le 3 avril 2013, le Groupe de travail a repris la seconde note libre révisée du Président datée du 17 avril 2012 (A/CN.10/2012/WG.II/WP.1/Rev.2) et décidé qu'elle servirait de point de départ aux débats.

5. À ses 2^e et 3^e séances, les 4 et 5 avril, le Groupe de travail a engagé les débats et les consultations relatifs à la note libre datée du 17 avril 2012.

6. À sa 4^e séance, le 8 avril 2013, le Président a distribué une note libre qui s'inspirait du texte daté du 17 avril 2012 et qui tenait compte des propositions formulées par écrit et oralement par les délégations. À la même séance, le Groupe de travail a entamé la lecture de la note libre du Président, intitulée « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ».
 7. À sa 5^e séance, le 9 avril 2013, le Groupe de travail a poursuivi la lecture de cette note libre. À la même séance, le Président a distribué une première version de sa note libre révisée, datée du 9 avril 2013.
 8. À ses 6^e et 7^e séances, les 10 et 11 avril 2013, le Groupe de travail a poursuivi les débats sur la note libre révisée du Président.
 9. À la 8^e séance, le 12 avril 2013, le Président a distribué une deuxième version de sa note libre révisée.
 10. À ses 9^e et 10^e séances, les 15 et 16 avril 2013, le Groupe de travail a achevé sa première lecture de la dernière version en date de la note libre du Président.
 11. À la 11^e séance, le 17 avril 2013, le Président a distribué une troisième version de sa note libre révisée qui comportait différentes propositions et modifications formulées par les États Membres. Le Président a fait part de son intention de faire publier sa note libre comme document de travail sous la cote A/CN.10/2013/WG.II/WP.2, sachant que cela n'engageait que lui et ne préjugait pas des positions des délégations ni du droit qu'elles avaient de présenter d'autres propositions à la session de fond suivante de la Commission. Le document de travail ne rendait pas compte de positions négociées, ne faisait pas l'objet d'un consensus et ne devrait pas constituer un précédent. Tous les documents de travail – anciens, actuels et futurs – devraient pouvoir servir de point de départ pour les débats à venir.
 12. À sa 11^e séance, le 17 avril 2013, le Groupe de travail a examiné et adopté par consensus son rapport sur le point 5 de l'ordre du jour. Le Groupe a exprimé sa reconnaissance au Président et au secrétariat.
-